

# Le CNR a-t-il changé le partage ou la production de la valeur économique ?

Par **Bernard FRIOT**

Professeur émérite à Paris Ouest Nanterre,  
IDHES-CNRS <sup>1</sup>

En conférence le 8 avril

**Que s'est-il passé en 1945 ? L'objet de ce texte est de dire qu'il s'est passé quelque chose d'anticapitaliste, contre l'opinion qui veut que les réalisations du Conseil National de la Résistance aient été fonctionnelles. L'argument essentiel portera sur l'historicité de la valeur économique.**

## 1945 : des interprétations fonctionnelles

Rappelons succinctement les faits. Pendant l'hiver 1943-44 est élaboré, dans les grandes difficultés de la clandestinité, le programme du CNR, dont des points essentiels seront mis en œuvre entre la libération progressive du territoire, dans le courant de 1944, et l'éviction des communistes du gouvernement en mai 1947 : la sécurité sociale, le statut de la fonction publique et ceux des salariés des entreprises publiques, la nationalisation des compagnies d'assurances, des banques et de quelques grandes entreprises, l'indépendance financière de la presse.

Les interprétations savantes de ces changements les considèrent comme fonctionnels au capitalisme, qu'ils corrigent ou accompagnent dans ses mutations. Correction : pour des économistes orthodoxes, la justesse économique du marché est source d'injustices sociales que la stabilité politique commande de corriger par de la redistribution ; et des politologues vont argumenter sur un rapport de forces favorable au mouvement ouvrier qui lui a permis de modifier la répartition de la valeur économique entre capital et travail au bénéfice de ce dernier. Accompagnement : traditionnellement, la plupart des économistes orthodoxes reconnaissent que le marché n'est pas un allocateur optimum de certains biens qu'il s'agit donc de produire ou de distribuer, pour le bon fonctionnement même du marché, dans une logique non marchande. Et, s'agissant de 1945, les keynésiens et les marxistes vont développer deux thèses sur son caractère fonctionnel. Pour les premiers, le capitalisme connaît au lendemain de la guerre une période fordiste, c'est-à-dire de recherche du profit dans les économies d'échelle de la production de masse, une production que la redistribution des revenus, née d'un « compromis fordiste », va permettre d'écouler. Pour les seconds, le capitalisme, pour assumer l'impétueux développement des forces productives de l'époque, ne peut pas se contenter de distribuer les salaires du marché du travail, qui ne reconnaissent que les besoins de la force de travail strictement

nécessaires à la présence du travailleur sur le poste de travail : l'État va organiser une reproduction de la force de travail élargie aux besoins d'éducation des enfants, de formation, de santé, de repos, de culture, de loisir : c'est le « capitalisme monopoliste d'État ».

Si, par histoire, on entend la capacité à modifier le cours des choses dans une mobilisation collective (« les hommes font l'histoire »), il n'y aurait donc pas eu histoire en 1945. Le capitalisme aurait suivi son cours, la crise étant l'occasion d'une nouvelle régulation.

## 1945 : les prémices d'une convention salariale de la valeur

1945 mérite une tout autre interprétation, qui montre la capacité populaire de faire histoire. Pour saisir la mise en cause radicale du capitalisme, qui prend alors naissance, il faut faire un détour par la valeur.

Ce que nous faisons « vaut » dans deux sens à ne pas confondre. La valeur d'une activité peut être son utilité sociale : faire du café ou conduire des enfants à l'école sert à quelque chose. L'essentiel de notre vie éveillée consiste ainsi à produire des *valeurs d'usage*. Mais si l'on considère que, par exemple, s'agissant de la conduite d'enfants à l'école, quand cette activité est le fait des parents, elle ne sera pas payée, alors qu'elle le sera quand elle est le fait d'une assistante maternelle, on voit bien que ce que nous faisons vaut (ou ne vaut pas) selon un second sens : la *valeur économique*, aujourd'hui exprimée en monnaie, qui vient, dans certains cas, doubler la valeur d'usage.

Le terme de « travail » est réservé aux activités qui produisent *et* de la valeur d'usage *et* de la valeur économique. Ainsi, un parent conduisant ses enfants à l'école ne travaille pas, alors que l'assistante maternelle faisant la même activité travaille. Il saute aux yeux que la valeur économique *et*, donc, le travail sont une convention sociale. Dans les années 1950, par exemple, les soins étaient une activité utile, mais pas du travail, ce qu'ils sont devenus depuis. Non pas parce qu'ils auraient changé de contenu (ce n'est pas le contenu de l'activité, le travail concret, qui fait qu'il y a travail ou

<sup>1</sup> Institutions et dynamiques historiques de l'économie, UMR CNRS.

non, valeur économique ou non), mais parce qu'ils se sont inscrits dans une institution légitime pour changer l'activité en travail. Les religieuses, réputées simples productrices de valeurs d'usage parce qu'elles n'avaient pas d'emploi, ont été remplacées par des infirmières, réputées productrices de valeur économique, parce qu'elles avaient un emploi ou un grade. En inscrivant l'activité « soins » dans un emploi ou un grade, on l'a transformée en travail. La valeur économique n'est pas *en soi* contenue dans telle activité, il n'y a pas d'essence de la valeur. La valeur économique n'a pas d'autre fondement que politique, elle est le fruit des rapports sociaux : c'est une convention sociale qui s'exprime dans des institutions spécifiques.

La valeur économique renvoie au pouvoir. Toutes les activités ont un usage social, mais elles n'ont de valeur économique que pour autant qu'elles assoient le pouvoir des dominants. On pourrait alors – et bien des projets de réforme sociale sont construits là-dessus – chercher le salut dans la suppression de la valeur économique, de la monnaie, du travail. La vie en société reposerait sur la transparence de la production des valeurs d'usage, chacun y contribuerait selon ses capacités et recevrait selon ses besoins. Disons-le tout net : ce rêve d'une activité débarrassée de la valeur économique est mortifère. Casser le thermomètre n'a jamais guéri de la fièvre. La valeur économique signale le pouvoir qui nous tient. Le mot « travail » n'existe pas dans toutes les langues, la monnaie n'a pas toujours existé pour exprimer la valeur, mais la valeur économique a toujours existé car elle renvoie à une dimension inhérente à toute société. La valeur est par définition historique, elle est l'enjeu décisif de la mobilisation des humains pour faire histoire. L'émancipation, cette dynamique au cœur du mouvement social, consiste à humaniser la convention de valeur, à se débarrasser de la violence de ses institutions, lorsqu'elles sont devenues à la fois intolérables et remplaçables, pour en construire d'autres qui seront un progrès en humanité mais qui seront encore expression du pouvoir. L'humanisation du pouvoir est une entreprise aussi décisive que celle de la nature, et elle est, comme cette dernière, toujours inachevée.

Pour la résumer en quelques mots<sup>2</sup>, la convention capitaliste de la valeur économique, telle qu'elle s'est construite dans la lutte de classes au cours d'un demi-millénaire, s'exprime dans la propriété lucrative, le marché du travail, la mesure de la valeur économique par le temps de travail, le crédit (pour le financement de l'investissement). Les propriétaires des moyens de production sont les seuls légitimes pour déci-

der de l'objet, de la modalité et du partage de la production, en réduisant les non propriétaires à l'état de demandeurs d'emploi, en les soumettant à la dictature du temps et en les endettant.

Se dégager de cet étiau suppose donc conjointement l'expropriation des propriétaires lucratifs et la généralisation de la propriété d'usage de tous les outils de travail par ceux qui les mettent en œuvre, la suppression du marché du travail et son remplacement par le salaire à vie, le remplacement de la mesure de la valeur par le temps par sa mesure par la qualification des producteurs, la suppression du crédit et le subventionnement de l'investissement par une cotisation économique abondée par une création monétaire. Or, c'est précisément ce qui commence en 1945. La classe ouvrière commence à imposer des institutions anticapitalistes de la valeur économique : entre autres le salaire à vie des fonctionnaires, qui sera par la suite amplifié dans le salaire à vie des retraités, et la cotisation sociale, élément socialisé du salaire, qui subventionnera sans crédit l'investissement hospitalier et qui, en payant les parents, les soignants, les retraités ou les chômeurs, reconnaît leur contribution à la production et la mesure par leur qualification.

Ces prémices de la convention salariale de la valeur sont si fortes qu'aujourd'hui, alors que la dynamique révolutionnaire de 1945 est en panne depuis trente ans, une part notable du PIB est produite sans marché du travail, sans crédit, sans actionnaire, sans dictature du temps. Voilà qui nous donne la boussole de mobilisations collectives victorieuses : le salaire à vie, la cotisation économique et la copropriété d'usage des entreprises par les salariés. Par exemple, tous les salaires, pensions et indemnités de chômage pourraient être pérennisés et portés à 1500 euros net mensuels s'ils sont inférieurs et ramenés à 6000 euros net s'ils sont supérieurs. Cette première étape du salaire à vie pour tous serait financée par une cotisation nouvelle, la hausse des prix induite étant annulée par la suppression du coût du capital : interdire les dividendes et les intérêts assèchera la propriété lucrative. La loi peut décider que les salariés d'une entreprise dont l'actionnaire se dégage en deviennent automatiquement les copropriétaires d'usage. Autre possible : créer pour les PME une cotisation économique, par exemple de 5 % de leur valeur ajoutée, qui ira à des caisses de subvention de l'investissement et se substituera donc, pour elles, au remboursement de prêts lucratifs souscrits auprès des banques. Et commencer l'attribution du droit du salaire à vie par les 18-25 ans, avec création d'une cotisation compensée par la suppression du coût du capital. C'est cette inventivité heureuse et déterminée qui est à l'ordre du jour. ■

<sup>2</sup> Je renvoie à *L'enjeu du salaire*, éd. La Dispute, 2012, pour l'exposé des deux conventions de valeur en conflit aujourd'hui, la convention capitaliste et la convention salariale, et à *Puissances du salariat*, éd. La Dispute, 2012, pour l'invention de cette dernière.